

**Débat budgétaire - État spécial territorial. - Budget primitif 2025 de la Ville de Paris. - Budget d'investissement pour 2025. - Budget de fonctionnement pour 2025.**

Paris, le 17 décembre 2024

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mes chers collègues,

Lors du dernier Conseil de Paris, j'alertais, comme beaucoup, dans ma majorité, sur le projet de loi de finances, qui prévoyait de ponctionner les collectivités territoriales à des niveaux, disons-le, jamais atteints. Durant le dernier congrès des maires, nous étions très nombreux à dénoncer ce projet irresponsable du Gouvernement, qui, certes, n'avait eu que 15 jours pour le préparer, ce qu'avait expliqué Michel BARNIER. Nous avons convenu qu'il fallait l'amender et apporter des évolutions, alors que, je le rappelle, les collectivités territoriales ne sont pas responsables du déficit creusé par l'État. Ce propos avait été tenu tant par le président de l'"Association des maires de France", M. le maire de Cannes, que par le président de l'association "Départements de France". C'est un propos qui était partagé, porté, de droite, et de gauche, par tous les élus locaux de notre pays, y compris bien sûr, par Paris, Ville et Département.

Je veux d'ailleurs remercier, avant toute chose, Paul SIMONDON, pour le travail exceptionnel qu'il fait dans ce contexte de grande difficulté et de grande incertitude, mais aussi, pour porter en notre nom, notre voix, notamment dans ces organisations extrêmement importantes que sont les associations d'élus, et bien sûr, au sein de l'association "Départements de France". Je sais, cher Paul, combien votre présence y est appréciée par tous les élus de tous bords. Ils me le disent régulièrement.

Permettez-moi de vous rappeler que le déficit creusé par l'État s'élève à 173 milliards d'euros. Permettez-moi de vous rappeler, et ce sont des données maintenant connues, partagées, que la dette nette est de plus de 3 milliards d'euros au deuxième trimestre 2024, et qu'elle est en augmentation de presque 1.000 milliards d'euros depuis la fin 2017. Je pense que ces rappels sont utiles pour savoir où se situent les responsabilités.

Vendredi dernier, l'agence de notation Moody's a dégradé la note de l'État, avec des conséquences pour toutes les finances, et les finances des collectivités territoriales. La motion de censure a plongé notre pays dans l'incertitude. La loi de finances ne sera pas adoptée d'ici la fin de l'année, malgré le vote d'une loi spéciale qui renvoie à 2024, et nous serons donc sous le régime de la loi de finances qui était celle de 2024, jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi de finances.

Vous le savez, les communes, le pays, d'une façon générale, ont besoin d'une vision budgétaire claire. Les communes ont besoin de sérénité. Elles ont besoin de garanties. Elles ont besoin d'un cadre, tant leurs missions sont essentielles et concernent directement la vie quotidienne de nos concitoyens. Les communes et les départements sont celles et ceux qui portent les services publics de proximité : sans les budgets des communes, pas de services publics de proximité ; sans services publics de proximité, pas de cohésion, pas de vie commune possible. C'est vrai pour les communes. C'est vrai pour les départements, qui portent notamment l'action sociale. C'est la raison même de ce budget de 2025 que nous présentons aujourd'hui : nous donner, dans ce temps d'incertitudes, de la perspective, et nous donner la possibilité d'avoir une vision pour Paris et de porter des services publics.

Au-delà des services publics, les communes, c'est aussi 70 % de l'investissement public dans le pays. C'est ce qui soutient, disons-le clairement, le secteur du bâtiment et des travaux publics. Sans investissements des communes, c'est l'effondrement du secteur du bâtiment et des travaux publics : 70 % de l'investissement public. Il y a une équation économique, d'économie politique, dans laquelle et les services publics, et l'investissement, sont absolument essentiels au fonctionnement de l'économie du pays, de son P.I.B., de son activité économique, et du bien-être de ses habitants.

Mes chers collègues, face à cette situation troublée, Paris maintient son cap. Cette année encore, je vous présente, nous vous présentons, avec ma majorité, un budget dynamique, un budget responsable, à la hauteur des enjeux et des défis que nous devons relever. Ce budget s'élève à 11 milliards d'euros. Il reflète vraiment parfaitement notre engagement, qui n'a jamais faibli, parce que nous sommes élus et que nous sommes redevables, comptables, devant les habitants, de ce pour quoi ils nous ont élus : celui d'agir avec ambition face à l'urgence climatique, en mettant l'accent sur le soutien aux classes moyennes et aux familles parisiennes, sans oublier les plus fragiles. Voilà ce que nous demandent les Parisiennes et Parisiens, voilà ce qui fonde notre contrat avec eux, et ce qui fonde notre action et notre budget, puisque le budget, c'est la traduction de nos objectifs et de nos engagements politiques.

Ce budget repose donc sur des investissements qui préparent l'avenir, parce que même dans la crise, il faut préparer l'avenir. Je dirais même, "surtout" dans la crise, il faut préparer l'avenir, tout en maintenant, bien sûr, une gestion rigoureuse et une trajectoire financière stable, dont la qualité de gestion est reconnue par les agences de notation. Je le dis à ceux qui continuent de nous expliquer que nous serions des mauvais gestionnaires, que vraiment, ils balayent devant leur porte : 3.000 milliards de dette ! 3.000 milliards de dette ! 3.000 milliards de dette, chers amis, alors que nous, notre gestion est reconnue, est reconnue par les Parisiennes et les Parisiens qui nous font confiance, mais reconnue aussi par les agences de notation.

Il faut être lucide. Dans le contexte actuel, nous devons évidemment être particulièrement vigilants concernant l'exécution de ce budget. La présentation probable d'un nouveau P.L.F. au début de l'année prochaine nous force évidemment à la prudence, puisque nous connaissons les orientations, en tout cas, nous supposons les orientations du Gouvernement, qui n'est pas encore constitué, mais qui a un Premier Ministre à sa tête.

J'espère qu'au nom de la survie financière des collectivités, au nom du soutien indispensable au service public de proximité et à l'investissement nécessaire des collectivités, le nouveau P.L.F. tiendra cette fois compte de leurs spécificités, de leurs missions et de leur situation financière. D'ailleurs, un Premier Ministre qui reste maire d'une grande collectivité française, qui, elle-même, est confrontée à l'augmentation de sa dette, sait sans doute de quoi je parle. Nous pourrions partager une réalité commune.

Cher Patrick BLOCHE, cher Paul SIMONDON, chère Olivia POLSKI, chers adjointes et adjoints, chers services de la ville, chère Marie VILLETTE, je tiens à vous remercier chaleureusement pour votre immense travail. J'associe à ces remerciements les présidents de groupe de la majorité, parce que c'est un travail qui se fait avec la majorité.

Ce budget que nous proposons aujourd'hui est ambitieux et fidèle, donc aux engagements que nous avons pris en 2020 auprès des Parisiennes et des Parisiens. Il tient donc compte des évolutions de contexte.

Mes chers collègues, ce budget permet de financer les quatre plans stratégiques que nous avons adoptés au dernier Conseil. D'ailleurs, la politique, c'est justement aussi de fixer un cap et d'engager des actions stratégiques qui tiennent compte des grands défis que nous avons à relever. Nous en avons parlé lors du dernier Conseil. Nous avons voté les plans : le plan Climat, le plan Paris santé environnement, le plan local d'urbanisme bioclimatique, le plan de Résilience, sont les chevilles ouvrières de notre action. Ce sont des boussoles qui permettent aux Parisiennes et aux Parisiens de savoir où nous allons, comment nous avançons, face à ces défis majeurs.

Face à l'urgence climatique, les rapports économiques, tels que celui de la Cour des comptes, mais aussi l'étude que nous avons commandée auprès de l'O.F.C.E., sont sans appel. Il faut investir, afin de relever les défis colossaux qui sont devant nous, si nous ne voulons pas subir, être vulnérables, et finalement, être dans une situation d'impuissance par rapport à la force des événements liés au changement climatique. Nous en avons des exemples tous les jours, y compris ce cyclone à Mayotte, qui est sans commune mesure avec les événements climatiques extrêmes qu'avait connus l'île, la preuve que le changement climatique ne peut pas être écarté du revers d'une main. Il nous faut engager des investissements majeurs pour adapter nos territoires, et ici à Paris, adapter notre ville.

Les économistes, comme Jean PISANI-FERRY et Selma MAHFOUZ, indiquent dans leur rapport que retarder, au nom de la maîtrise de l'endettement public, des investissements nécessaires à la neutralité climatique, n'améliorerait que facialement la situation, sans aucun bénéfice sur le fond. J'ajoute : ils légueraient une dette climatique aux générations futures, qui n'auraient pas les moyens de la résoudre.

En 2025, c'est près de 1,3 milliard d'euros qui sera mobilisé pour poursuivre la transformation écologique de notre ville, sur 1,7 milliard d'investissement que nous allons porter. Ce financement représente des changements concrets, que chacun peut voir en se promenant à Paris. Oui, ce sont les forêts urbaines que certains ont moquées et raillées, mais qui poussent, sur le parvis de l'Hôtel de Ville, sur la place du Colonel Fabien. La végétalisation de notre ville se poursuit.

Oui, c'est aussi l'augmentation massive des pistes cyclables, avec le plan Vélo, parce que le plan Vélo est une solution écologique et permet de baisser la pollution, mais aussi la gratuité du "pass" Navigo pour les jeunes, pour les seniors, pour les personnes en situation de handicap, qui sont des éléments fondamentaux de notre engagement dans la lutte contre le changement climatique. C'est la rénovation des écoles, des bibliothèques, des gymnases, des logements, la multiplication des cours "Oasis", des îlots de fraîcheur, pour que Paris soit mieux adaptée aux vagues de chaleur.

Les Parisiennes et Parisiens ne se trompent pas, ils le voient, ils nous encouragent, et le monde entier soutient aussi ces transformations, parce que comme me disent souvent mes collègues dans le monde entier, si c'est possible à Paris, alors, c'est possible ailleurs.

Au-delà des enjeux climatiques, ce budget est aussi un outil de justice sociale, car nous ne séparons jamais les deux, centré sur le soutien des classes moyennes, sans oublier les plus vulnérables. Nous le savons, notre ville, tout comme l'ensemble du territoire français, traverse une crise du logement, une crise qui est une crise qui, là aussi, pardon de le dire ainsi, "plombe" l'économie.

Cela "plombe" l'économie, parce que c'est un des éléments qui poussent aussi à ne pas pouvoir vivre de son travail. Le logement est tellement cher que beaucoup de nos concitoyens ne peuvent plus se payer de logement à tarif abordable à partir de leur travail et de leur salaire.

Oui, cette crise, non seulement, touche le pouvoir d'achat des ménages, mais en plus, cette crise "plombe" l'économie, parce qu'elle "plombe" un secteur majeur de l'économie, le bâtiment et les travaux publics. Oui, en 2025, nous allons investir 2 milliards d'euros pour la solidarité, notamment à travers la poursuite de la production de logements sociaux et abordables, à destination des familles.

À cela, s'ajoutent 166 millions d'euros pour la petite enfance, parce que nous pensons à nos enfants, à nos petits-enfants, afin de développer des structures adaptées aux besoins des enfants et de leurs parents. C'est par là que commence la vie, c'est par là que commence la qualité de la vie, dans la relation que l'on peut établir dans une ville comme la nôtre. Les enfants ont été notre priorité depuis 2014. Ils continueront à l'être avec ce budget.

Notre engagement en faveur de la justice sociale se poursuit également par le maintien du tarif des cantines scolaires, qui débute, je vous le dis, vous le savez, je le rappelle, à 13 centimes d'euros. C'est un choix politique assumé que d'offrir cette possibilité à tous les enfants de Paris. Nous savons combien ce choix politique assumé permet à des enfants, aujourd'hui, à Paris, de bénéficier d'un repas équilibré, de qualité, à la cantine, là où ils n'auraient pas accès à cette qualité et à ce type de repas.

C'est aussi la gratuité des ateliers périscolaires, qui, pour nous, sont un service public. Nous ne laisserons personne de côté. Paris se tient du côté des Parisiennes et Parisiens, et ce, malgré un contexte national sans précédent.

Nos actions seront donc au plus proche des Parisiennes et Parisiens, dans l'esprit de la "ville du quart d'heure", qui s'avère être un outil extraordinaire, à la fois pour mobiliser l'investissement là où il doit être et pour améliorer la qualité de vie, c'est-à-dire assurer le maintien des services publics et la coopération, entre tous les services, à l'échelle de la proximité, pour la qualité de vie.

C'est pourquoi nous augmenterons les budgets des mairies d'arrondissement. Nous renforcerons aussi celui de la police municipale parisienne, avec 600 nouveaux postes, parce que nous ne voulons pas faiblir sur la question de la tranquillité publique qui nous revient.

À l'heure du désengagement de l'État et des dégâts causés par Mme DATI, qui vient d'arriver, qui ont laissé des séquelles dans le paysage culturel, nous préserverons également un engagement fort pour la culture, avec une enveloppe de plus de 250 millions d'euros.

Je le dis bien avec cette idée, qui est une idée de service public, de gratuité : gratuité de nos musées, je n'aurais pas l'impertinence de rappeler les propos du Pape François, lors de l'inauguration de Notre-Dame, gratuité de tous ces lieux qui doivent être ouverts et accueillir la population parisienne, toutes les populations, y compris Notre-Dame.

Enfin, nous continuerons à investir pour la pratique sportive, et même après les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, cher Pierre, leur héritage aux bénéficiaires des Parisiennes et Parisiens perdurera, notamment avec la Seine baignable. Je précise que tant le C.O.J.O. que la Solideo sont aujourd'hui des organisations très bonnes gestionnaires, puisque loin d'être en déficit, ces deux organisations qui ont porté les Jeux Olympiques et Paralympiques font, au contraire, ce que l'on appelle un "boni", lequel boni sera réinvesti dans de la pratique sportive et dans l'héritage.

J'ai eu l'occasion d'échanger, et avec Tony ESTANGUET, et avec le Président de la République, sur ce sujet. Je le redis ici, à celles et ceux qui ont crié sur ces bancs et ailleurs que les Jeux seraient un fiasco, y compris du point de vue budgétaire : non, les faits sont là. Nous avons bien géré. Non seulement ils ne sont pas déficitaires, mais ils sont même excédentaires. Cet excédent nous permettra justement d'amplifier notre travail et notre héritage, après ces Jeux Olympiques et Paralympiques. En 2025, 125 millions d'euros seront consacrés à développer les infrastructures et les pratiques sportives dans notre budget parisien. Je suis évidemment très, très fière de cela.

Mes chers collègues, chaque euro investi reflète une ambition claire : faire de Paris une ville plus résiliente, plus solidaire, plus agréable à vivre, et à la hauteur des enjeux climatiques d'aujourd'hui et de demain. Nous voulons faire de Paris une ville où l'on vit mieux, où l'on respire mieux, et où l'on se loge mieux. Quand on agit, cela produit des effets, et des effets positifs. Notre action, depuis des années, a permis de baisser la pollution, permet de construire des logements sociaux.

Nombreux sont les témoignages de ces familles qui retrouvent une vie digne dans des logements sociaux qui sont notre fierté, qui sont beaux, sur lesquels nous avons fait le choix de la qualité architecturale, et de la qualité, aussi, des matériaux qui permettent à ces familles de bien vivre à Paris. Pour nous, il ne s'agit pas d'une dépense superflue. Il s'agit de l'essence même de notre mandat. Nous sommes là non pas pour nos intérêts particuliers, ou privés, pour les choyer, pour les faire prospérer, non. Nous sommes là pour l'intérêt général. C'est ce que nous faisons, en faisant du logement social.

Je vous le répète. Notre gestion financière est de qualité et rigoureuse. Je le redis, les agences de notation Moody's et Standard & Poor's nous ont d'ailleurs à nouveau attribué la note la plus élevée pour une collectivité territoriale. Comme chaque année, là aussi, je le redis, à ceux qui ont les regards rivés sur les comptes, nos comptes ont été certifiés. Moody's soulignait en début d'année que la dette de Paris était soutenable et que nos pratiques budgétaires étaient prudentes. Paris garde donc son cap. Face à une succession de crises et à un désengagement toujours plus fort de l'État, nous sommes présents aux côtés des Parisiennes et Parisiens, dans le sérieux et dans le rôle qui est le nôtre.

Alors oui, nous empruntons, bien sûr. Nous empruntons pour transformer et adapter Paris, pour préparer le futur des Parisiennes et des Parisiens, celui des générations futures, parce que je le rappelle, la répétition est la meilleure des pédagogies, nous ne pouvons emprunter que pour investir. Quand on investit, on crée quoi ? On crée du patrimoine supplémentaire. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait, puisque nous avons doublé le patrimoine parisien en 20 ans. Nous sommes passés de 20 milliards d'euros de patrimoine parisien à plus de 40 milliards d'euros.

Nous sommes une ville qui, en investissement, enrichit les propriétaires que sont les Parisiennes et Parisiens, propriétaires non pas de leurs biens privés, mais les propriétaires d'un bien public, à savoir le patrimoine des Parisiennes et des Parisiens, à savoir nos bâtiments, nos infrastructures, nos écoles, nos logements, qui sont le patrimoine de chacune et chacun d'entre nous, pas notre patrimoine individuel, que chacun aime, bien sûr, certains plus que d'autres, faire fructifier.

Jamais je ne laisserai la dette financière prendre le pas sur la dette écologique, qui est ô combien plus coûteuse, comme le faisait le précédent P.L.F., en sacrifiant notamment tous les dispositifs clés de la transition écologique, notamment ceux qui permettraient aux classes moyennes et aux catégories populaires, par exemple de changer de véhicule, par exemple de s'engager dans la rénovation thermique de leur bâtiment.

La soutenabilité de notre recours à l'emprunt est évidemment reconnue et attestée. Je vous rappelle le patrimoine de la ville. Le chiffre précis, c'est que nous sommes aujourd'hui à 44 milliards d'euros de patrimoine. Nous sommes passés en 2014, en dix ans, de 28 milliards à 44,8 milliards.

Mes chers collègues, la réduction des marges de manœuvre des collectivités résulte directement de mesures imposées par un État qui a été mal géré depuis plusieurs années et qui a sacrifié les services publics, qui a sacrifié les classes moyennes, les catégories populaires. Le constat ne trompe personne. Cette situation est causée par ce refus de responsabilité de l'État et par son désinvestissement massif. Au lieu de coopérer avec les collectivités, comme nous avons su le faire avec l'État, d'ailleurs, et beaucoup de collectivités, pour les Jeux Olympiques et Paralympiques, au lieu de coopérer, il y a eu...

Je ne rappelle pas ici les propos de nombreux ministres qui ne sont plus ministres. Je pense à M. LE MAIRE, qui, le mal nommé, expliquait que le déficit de la France était dû à la gestion des collectivités territoriales. Je pense aux propos d'un autre Ministre, qui a été responsable des comptes publics, Secrétaire d'État, puis Premier Ministre,

M. ATTAL, qui expliquait que la Ville de Paris allait être mise en faillite et sous tutelle de l'État. Je pense à un autre secrétaire d'État, ou Ministre délégué, j'ai oublié, qui s'occupait des transports, qui ne cessait de dire que nous allions être aussi mis en faillite et que la ville était mal gérée.

Où sont-ils aujourd'hui pour répondre de leur désinvolture ? Dans la gestion de l'État, et dans les accusations qu'ils ont portées contre nous, dans des accusations injurieuses, diffamatoires, je n'oublierai jamais, je n'oublierai jamais tous ces bandeaux sur les chaînes d'information en continu, qui évoquaient quoi ? La soi-disant mise sous tutelle de la Ville de Paris. Où en est-on ? 3.000 milliards de dette qu'on leur doit ?

Nous, nous avons des comptes sains, des comptes équilibrés, qui permettent d'engager la ville dans l'avenir, de proposer un avenir à cette ville, à ses habitants, à nos enfants, tout en respectant et en soutenant les services publics. Heureusement, à un moment donné, il y a quand même des comptes à rendre. C'est le moment de les rendre.

En tout cas, je ne laisserai pas passer. Je ne laisserai pas passer, parce que nous avons été insultés et plus personne ici ne pourra nous insulter, parce que nous sommes clairs dans notre gestion, et nous sommes rigoureux, là où d'autres, à partir de leurs mensonges, de leur désinformation, ont essayé de nous mettre au ban des collectivités qui, pourtant, faisaient leur travail, et de se mettre eux en lumière. De quoi ? De leur efficacité ? Regardez dans quel état est le pays ! Je préfère regarder l'état dans lequel nous, nous mettons cette ville, c'est-à-dire un état qui permet à ses habitants d'y vivre et d'avoir une perspective. C'est cela, le travail des élus.

Nous faisons face à plus de dépenses. Que sont ces dépenses ? Ce sont des dépenses non compensées par l'État, évidemment. Que sont les pertes de recettes ? Ce sont des recettes que l'État ne nous fournit plus, avec un désengagement qui est indigne ! Je le dis : le désengagement de l'État représente une perte nette pour Paris, là, aujourd'hui, de 282 millions d'euros, sur ce budget. Je le redis, je ne le répéterai jamais assez. La dotation globale de fonctionnement pour Paris est de zéro, pour la troisième année consécutive. Zéro ! On va nous faire la leçon ? On va nous faire la leçon ? Non, vous ne nous ferez pas la leçon, parce que ce n'est pas acceptable ! On ne se laisse pas faire, parce que la vérité doit revenir dans le débat public et les responsabilités de ceux qui ont mis le pays dans cette difficulté devront évidemment être posées devant nos concitoyens. C'est déjà le cas, vu le chaos du pays.

Alors même que comme toutes les autres communes, nous remplissons quoi ? Les missions pour le compte de l'État, sans avoir le moindre retour, le moindre retour ni de dotation, ni d'investissement ! Ce manque à gagner, c'est bien sûr autant de moyens en moins pour financer nos politiques par des ressources propres. Pour autant, le budget prévisionnel de 2025 atteste de notre bonne gestion financière, avec une épargne nette de 574 millions d'euros.

Alors je vous le dis, bien que le contexte politique actuel nous invite à rester prudents, et nous le sommes, à assumer une rigueur budgétaire dans un contexte qui est le nôtre, si c'était une rigueur budgétaire, cela condamnerait les plus fragiles et les générations futures à payer le prix du déni. Nous ne sommes pas dans le déni. Mes chers collègues, je suis très fière de ce budget que nous présentons avec toute ma majorité, qui est à la hauteur des besoins des Parisiennes et des Parisiens. En 2025, nous redoublerons d'effort pour être à la hauteur des enjeux, des défis, mais aussi de la qualité de vie que nous devons aux Parisiennes et aux Parisiens. En 2025, Paris sera toujours plus verte et toujours plus solidaire.

Je vous remercie.